

Le crédit élevage, une réponse à la vulnérabilité des ménages de minorités ethniques du Nord Viêt Nam ?

BIM n° - 23 février 2010
Matthieu CHERREAU

Les formes de la microfinance sont aujourd'hui extrêmement diversifiées. Alors que le secteur entre globalement dans une période de maturité gérée par le principe du marché, le crédit reste un « outil de développement », fréquemment utilisé par les ONG et les projets pour tenter d'atténuer la vulnérabilité des ménages de zones défavorisées. Dans cette approche, la mise en œuvre d'un dispositif de crédit est combinée à des actions de développement (formation, éducation, santé...) et/ou à la mise en place de services non financiers. Les questions de l'impact de ces actions et de leur pérennisation se posent.

Le BIM d'aujourd'hui présente l'étude d'une action de ce type, réalisée par l'ONG Sourires d'Enfants avec des communautés de minorités ethniques du Nord Vietnam. L'étude a été réalisée pour le Cirad par M. Cherreau dans le cadre de son mémoire de fin d'étude d'Ingénieur en Agronomie Tropicale à Montpellier SupAgro. Le BIM reprend l'introduction et la conclusion de cette étude. L'étude intégrale est disponible auprès de :

betty.wampfler@supagro.inra.fr.

Un crédit dédié à l'élevage pour renforcer les familles ? Étude des facteurs de vulnérabilité sur la commune de Thu Cuc, nord Viêt Nam

Matthieu Cherreau. Etude Cirad - ONG Sourires d'enfants - Montpellier SupAgro

Introduction

Cette étude, menée à Thu Cuc, commune de la province de Phu Tho, dans la région montagnaise du nord Viêt Nam est le fruit de la collaboration entre l'Organisation de Solidarité Internationale (OSI), Sourires d'Enfants (SDE) et le Cirad. L'OSI, installée au Viêt Nam depuis 1996 est spécialisée dans l'appui à la scolarisation et à la santé des enfants des minorités ethniques. Ces communautés, *Muong*, *Dao* et *Hmong* font partie des populations rurales les plus isolées et les plus pauvres du pays. Leur isolement est tout autant géographique, que culturel, économique ou financier, avec un manque chronique de capitaux pour investir. Pour ancrer ses actions dans le temps, Sourires d'Enfants souhaite renforcer le revenu des parents d'élèves, et propose, depuis 2004, un microcrédit lié à l'engraissement de porcs. Ce crédit, financé par l'OSI, est géré sur le terrain par l'Union des Femmes, organisation de masse présente sur chaque commune vietnamienne. Chaque famille qui contracte avec l'OSI, s'engage à

suivre une formation sur les bases de l'élevage, dispensée par la coopérative de conseil en agriculture, Hadeva. Cependant, après cinq années, les résultats sont mitigés et l'élevage de porcs ne connaît pas les développements attendus. Sourires d'Enfants souhaite donc avoir une meilleure connaissance de la population avec laquelle elle travaille, afin de mesurer ses contraintes et d'ajuster au mieux les actions à mettre en place.

L'objet de ce mémoire est donc de comprendre quels sont les facteurs qui fragilisent les familles, d'évaluer si toutes les familles sont exposées de la même façon à ces facteurs, et si l'appui à l'élevage, par le microcrédit, peut permettre de renforcer durablement les familles dans le temps.

Pour répondre à ces questions, l'étude combine plusieurs outils. L'analyse des dynamiques agraires a permis de dresser une première typologie des familles, basée sur leur répartition dans l'espace et leur accès au foncier. Elle a été complétée, dans un second temps, par des enquêtes sur les ménages et leurs facteurs de vulnérabilité. Cette deuxième étape permet, d'une part, d'affiner la première typologie, en proposant une deuxième entrée par la possession, ou non, d'animaux de trait et, d'autre part, de comprendre la situation économique des ménages. Le fonctionnement des familles est ainsi décrypté au travers de l'analyse de leur système d'activité, de leur trésorerie et de leur trajectoire de vie pour mesurer s'ils s'inscrivent dans un processus d'accumulation, ou, au contraire, de paupérisation.

L'analyse des risques auxquels est confrontée la population est étudiée sur la base des données d'enquêtes, qui montrent les stratégies mises en œuvre par les familles en fonction des moyens humains ou matériels dont elles disposent. L'environnement économique et social de la population est également pris en compte, ainsi que la possibilité d'accéder, ou non, au financement des activités par le crédit.

Le dernier volet de cette étude est consacré à l'analyse des actions de Sourires d'Enfants, par le biais des familles qui ont déjà contracté avec l'OSI par le passé. L'objectif est d'appréhender les effets de la formation et du crédit, sur cette population, pour comprendre si ces actions permettent d'aider efficacement les familles ou s'il faut rechercher de nouvelles formes d'appui.

Enfin, pour conclure cette analyse, une réflexion sur l'évolution de l'action de l'ONG Sourires d'Enfants et sur la vulnérabilité des ménages permet de réfléchir aux suites à donner à cette étude.

Conclusion de l'étude

Alors que l'économie du Viêt Nam connaît une croissance rapide, certains groupes minoritaires du pays semblent rester à l'écart du processus de développement économique. Leurs particularités ethniques expliquent en partie cette marginalisation, qui provient notamment d'une difficile intégration au sein des communautés locales, tant sur le plan culturel que linguistique. A cet isolement social, s'ajoute l'enclavement géographique de ces populations rurales qui vivent dans des régions difficiles et souvent peu propices à l'agriculture intensive. Cette situation semble être une réalité pour les communautés *Muong*, *Dao* et *H'Mong* de la commune de Thu Cuc, située dans la région montagneuse au nord d'Hanoi.

En améliorant l'état de santé général des enfants, et en favorisant leur insertion dans le système scolaire national, Sourires d'Enfants contribue à rompre l'isolement dans lequel se trouvent ces familles. De même, par l'accès au crédit et à la formation, SDE propose à ces com-

munautés de développer leur élevage, pour augmenter leurs ressources et réduire leur vulnérabilité aux chocs extérieurs. Bien que prometteurs, les résultats de cette dernière action se révèlent mitigés et montrent qu'il est nécessaire d'accroître les connaissances sur le fonctionnement économique de ces populations, tout en renforçant la compréhension des phénomènes qui les fragilisent.

L'étude montre que les familles, qui fonctionnent sur une base mononucléaire indépendante de 5,3 personnes en moyenne, présentent des disparités importantes dans leur niveau d'accès au foncier. La politique de redistribution des terres conduite dans les années 90 a entraîné une différenciation sociale entre les familles. Si environ 10 % de la population disposent de suffisamment de terres pour mener à bien leurs activités et vivre de leur production agricole, ce n'est pas le cas du reste de la population qui doit mettre en place des stratégies complémentaires, souvent par le travail extérieur, pour assurer la couverture de ses besoins. Les ménages contraints par la surface qu'ils exploitent ne forment pas un groupe homogène et présentent, au contraire, une grande diversité de situations. La possession d'animaux de trait est un bon indicateur de cette diversité. Selon qu'ils possèdent plus d'un animal de trait, un seul buffle ou aucun animal de trait, trois groupes peuvent être distingués. Pour les familles sans gros ruminants, qui représentent 37 % de la population, la situation est la plus critique. En plus de leur déficit en traction animale et des surfaces réduites qu'ils cultivent, ils ne possèdent pas non plus le matériel de base minimum qu'ils doivent, comme pour les buffles, emprunter dans leur voisinage.

Tous les systèmes de culture de la zone étudiée reposent sur la riziculture de bas-fonds à laquelle peuvent s'ajouter des cultures sur pentes, selon les surfaces dont dispose le ménage. L'élevage est également très présent dans les familles, et 75 % des ménages possèdent des porcs. Si l'élevage renforce la sécurité économique des familles, et représente souvent la première étape dans un processus d'accumulation, il souffre d'un manque chronique de soins et de suivi technique qui entraîne fréquemment des pertes.

Selon que la famille est auto-suffisante en riz ou non, les dépenses alimentaires du ménage représentent entre 35 et 52 % du budget familial. Pour les familles limitées en foncier, le système d'activité couvre, en général, les besoins du foyer et ceux du système de production. Mais il ne génère pas suffisamment de surplus pour permettre l'investissement dans les actifs de production ou de consommation. Le recours au travail extérieur est indispensable pour 90 % des ménages et représente 46 à 74 % des ressources du foyer. La situation est cependant différente, entre les 15 villages que compte la commune de Thu Cuc. Suivant leur situation géographique et topographique par rapport au centre de la commune, l'enclavement aggrave la situation des habitants qui ont plus ou moins accès aux services d'éducation et de santé. L'isolement réduit aussi les opportunités économiques et celles d'emplois.

Dans ce contexte, l'organisation sociale des villages et des hameaux montre toute son importance. Les familles sont très dépendantes de leur entourage proche, que ce soit pour l'accès aux moyens de production ou celui en capitaux extérieurs. Des voisins jusqu'aux organisations de masse, en passant par les commerçants et les familles aisées, plusieurs échelons se superposent, et multiplient les possibilités de crédit qui sont le seul moyen dont dispose les ménages pour investir. Le crédit bancaire proposé par la banque d'État, VBSP, correspond aux attentes de la population, mais l'irrégularité des disponibilités des fonds empêche certaines familles d'y accéder, même si 82 % d'entre elles ont déjà bénéficié d'au moins un crédit de ce type. La multiplication de l'offre de crédit est donc un élément susceptible de résoudre ces difficultés, et le crédit Sourires d'Enfants permet de fait, de compléter cette offre dans la zone.

Cependant ce crédit n'est proposé que ponctuellement, au début du projet conduit par l'association, et les ménages le jugent insuffisant au regard de leurs attentes en matière d'élevage.

Dans un avenir proche, la situation sociale d'une commune comme celle de Thu Cuc reste précaire. L'évolution démographique et la raréfaction des terres agricoles, vont accentuer la pression sur le foncier, alors que les surfaces disponibles ne permettent déjà plus de faire vivre l'ensemble des familles de la commune. Pour diminuer leur vulnérabilité, les familles basent leur stratégie sur les opportunités de revenus extérieurs à l'agriculture et à la zone, notamment à travers la recherche d'emplois en dehors de la région. A ce titre, l'achat de la moto, qui constitue une priorité dans l'investissement en biens d'équipement et de consommation, est révélateur de cette ouverture économique indispensable aux familles.

La multiplication des activités économiques non agricoles, et le développement de l'accès au marché pour les productions locales, constituent les deux conditions essentielles au développement économique de cette région. Cependant, les ménages ne pourront profiter de ces deux opportunités qu'à condition d'avoir accès à l'information, à la formation et aux autres services de base tels que le crédit.